l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Nº 353
jeudi 23 octobre 1975

LE PIEGE DE LA «DÉTENTE»

Jamais on n'a tant parlé qu'aujourd'hui de la «détente» et de la «sécurité» en Europe et dans le monde. Le récent voyage de Giscard à Moscou a encore vu fleurir ces mots magiques. Mais il nous faut regarder la vérité en face et reconnaître que, au-delà des mots, la réalité est toute autre. La paix en Europe est gravement menacée. Les deux superpuissances américaine et soviétique y développent leurs ingérences, leur chantage nucléaire, leurs préparatifs militaires fébriles dans la perspective d'une troisième guerre mondiale que, tôt ou tard, elles n'hésiteront pas à provoquer.

A Helsinki, toutes deux, elles ont imposé aux pays européens la reconnaissance de leurs zones d'influence, le principe de leur domination économique, politique, militaire. En fait, ce n'est pas de la sécurité de l'Europe qu'elles se sont préoccupées, mais bien de la sécurité de leurs intérêts en Europe, radicalement opposés à ceux des peuples européens qui entendent être indépendants.

Ceci vaut tout particulièrement, dans le cas de l'Union soviétique qui fait le plus de tapage sur la «détente» ; en quoi a-t-elle «détendu» sa domination sur les pays d'Europe de l'Est ? En rien, bien au contraire ! A-t-elle retiré ses troupes de Tchécoslovaquie ? Non, elle n'a fait que conduire à entériner son agression et son occupation dans ce pays.

A Helsinki, les superpuissances qui faisaient la loi n'ont pas accepté de discuter des aspects militaires de la sécurité en dépit de l'insistance d'un certain nombre d'autres pays européens.

Les bruyantes paroles de paix de Brejnev ne sont pourtant pas assez fortes pour couvrir le bruit de ses explosions nucléaires : deux puissantes explosions nucléaires souterraines viennent d'avoir lieu en URSS ces trois derniers jours !

L'Europe a pourtant l'expérience de ce genre de pratiques. Hitler lui aussi multipliait les traités de paix et les engagements solennels. Il convoquait les chefs des États européens pour leur faire entendre à la fois des mots de paix et le bruit de ses canons. Brejnev ne procède pas autrement. Comme lui il essaie de faire croire aux politiciens bourgeois de notre continent qu'on peut apaiser l'agresseur en lui faisant des concessions. Mais en fait les reculs ont toujours excité l'appétit des assaillants.

Des deux supergrands, celui qui a les dents les plus longues actuellement c'est bien l'URSS impérialiste. Même son rival, l'impérialisme américain, s'en effraie et lui cède du terrain.

Ceux qui, en France, sont les démarcheurs empressés de l'esprit d'Helsinki, comme Georges Marchais et Cie, sont les agents des expansionnistes russes.

Ils ne doivent pas nous tromper !

PORTUGAL

NOUVEAU PAS VERS LA GUERRE CIVILE

RADIO RENAISSANCE OCCUPEE

7 000 personnes ont défilé hier soir dans les rues de Lisbonne à l'appel des «commissions de quartiers», des «commissions de travailleurs» et des SUV (Soldats unis vaincront) auxquels participent activement les membres du P«C» portugais. Elles se retrouvaient, aux environs de minuit, devant les locaux de l'émetteur «Radio-renaissance». Celui-ci, autrefois entre les mains du clergé réactionnaire, avait été investi, avec l'approbation du Vé Gouvernement dirigé par le général pro-soviétique Vasco Gonçalves, par une «commission de travailleurs», en fait un appendice du P«C»P, qui y diffusait sa propre propagande. L'un des premiers gestes du Vlé Gouvernement fut de fermer cet émetteur dont la propriété était contestée, et d'y faire apposer des scellés, jusqu'à ce que son affectation soit clairement établie.

Rompant le cordon des militaires qui protégeaient l'établissement depuis le 15 octobre dernier, environ 2 000 manifestants ont pris l'émetteur d'assaut au cours de la nuit, fait sauter les scellés et occupé la station d'émission en affirmant leur intention d'y diffuser désormais des programmes qualifiés pour la circonstance «au service du peuple». Les partisans du parti révisionniste d'Alvaro Cunhal ne sont certainement pas étrangers à ce nouveau coup de force. Ils continuent en effet à chercher à prendre d'assaut les moyens d'information, radios et journaux, qui leur échappent encore. Ces moyens leur sont en effet indispensables pour tenter d'intoxiquer le peuple portugais par leur propagande. Ce n'est pas, en effet, avec leur politique qu'ils pouvaient les tromper, eux qui ont développé, au moment où ils avaient investi le gouvernement, une législation antigrève, antiouvrière et visant à museler toute forme d'expression démocratique.

Rien d'étonnant à ce que les masses populaires les aient vigoureusement rejetés.

Mais il est bien évident que, dans la période troublée que traverse actuellement le Portugal, à la veille de l'accès à l'indépendance de l'Angola convoité par Moscou, la manœuvre de cette nuit, qui peut permettre de mieux préparer l'opinion publique à un éventuel coup de force pro-soviétique, marque un nouveau pas vers la guerre civile. Le peuple portugais veut l'indépendance et la démocratie, conditions de son avancée vers le socialisme. Il refuse la domination de quelque superpuissance que ce soit, même camouflée sous un masque «socialiste».

Toulouse
LES OUVRIERS CONTRE UN PATRON MILLIARDAIRE DU P«C»F
page 3

40 interpellations dans le midi :
APRES LES CORSES ET LES BRETONS, LES OCCITANS !
page 8

Toulouse : A LA SICA-VIN : LES OUVRIERS LUTTENT CONTRE L'EXPLOITEUR DOUMENG, ELU DU P"C"F

La Sica-Vin Mdi-Pyren ées est l'une des sociétés dont Doumeng, élu du P«C»F, est PDG. L'exploitation des ouvriers et manœuvres des chaînes d'embouteillage ne cesse de s'accroître à la faveur de la crise. Les manœuvres sont les plus touchés et ne restent généralement que quelques semaines dans l'entreprise :

- à l'embauche ils doivent signer un contrat de trois mois qui les met entièrement à la merci du patron : licenciement possible à tout moment, sans motif, sans préavis, ni indemnité, salaire au SMIG ;
- leurs postes de travail sont des plus pénibles : ils sont abrutis par la cadence, le bruit et la fatigue physique à certains postes, les accidents sont fréquents (coupures dues aux éclats de verre), les bottes et les gants ne sont pas fournis aux manœuvres ;
- constatant que de plus en plus d'ouvriers refusaient les heures supplémentaires, le patron a modifié l'horaire de l'entreprise en le faisant passer de 40 à 44 heures.

Les ouvriers titulaires travaillant aux machines ou au stockage sont soumis également à des conditions de travail difficiles. Comme les manœuvres, ils sont menacés de licenciement. Car Doumeng, en capitaliste prévoyant, va renouveler la plus grande partie des machines pour accroître la productivité, réduire le personnel et se trouver un des plus «compétitifs» au sortir de la crise. Le directeur de l'entreprise, Vivès (du P«C»F également), exécutant du PDG Doumeng, se sert des dirigeants de la section CGT pour faire passer en douceur les heures supplémentaires obligatoires et bientôt les licenciements.

Ces agents du patron expliquent que ce n'est pas le moment de lutter, les licenciements et les bas salaires sont un mauvais moment à passer pour «sauver» l'entreprise.

Face à cela, certains manœuvres ont décidé de réagir. Ils cherchent à faire l'unité des manœuvres et des titulaires pour engager la lutte :

- contre les heures supplémentaires obligatoires et les licenciements,
- pour l'amélioration immédiate des conditions de travail et des salaires.

Pour y parvenir, ils ont commencé par démasquer leur patron révisionniste et ses laquais de l'encadrement et de la CGT. Ces justes explications et les revendications ont été bien accueillies par les ouvriers et les manœuvres.

Nous savons que le combat sera long et plein d'embûches face à la mafia qui encadre et opprime les travailleurs.

Correspondant HR de l'entreprise.

Rennes : LE P"C"F A VOULU SABOTER LE MEETING DES TRAVAILLEURS DE LAVING GLACES

Samedi soir, les travailleurs de Laving-Glaces organisaient, avec le comité de soutien, un meeting sur leur lutte (ils sont en grève depuis le 11 juillet - voir HR No 345).

Des affiches d'appel avaient été collées pendant la semaine sur la ville. Elles furent recouvertes, ou déchirées, par les mystérieux organisateurs d'un «Fest-noz» (fête avec musique bretonne), qui se révélèrent être les révisionnistes du P«C»F. Après l'échec de sa «fête» locale quelques semaines auparavant, le P«C»F voulait renflouer sa caisse et pour cela il n'a pas hésité à tenter de saboter le meeting des travailleurs !

Aussitôt les militants de l'Humanité-Rouge se sont mobilisés pour aller distribuer un tract à l'entrée du «fest-noz», dénonçant les faux amis des travailleurs (qui dirigent le P«C»F) et appelant à boycotter leur soirée-fric.

Répondant à notre appel, une trentaine de personnes, écœurées par cet ignoble sabotage, ont fait demi-tour et sont allées soutenir les travailleurs de Laving-Glaces. D'autres se sont fait rembourser leur billet d'entrée, d'autres ont refusé de payer et sont mis à danser dans la rue. Les membres du P«C»F présents, furieux devant l'échec de leur manœuvre, se sont bornés aux insultes habituelles et ont nié les faits.

Quant à Foulon («élu» local), il nous a promis un séjour prolongé en camp de concentration dans le cas de leur arrivée au pouvoir ! Le seul résultat qu'il obtint fut de dégoûter encore plus les gens qui étaient là.

Le meeting fut un réel succès.

Le lendemain, nous avons rédigé des panneaux de dénonciation sur les marchés où avait lieu la diffusion du journal. Beaucoup de travailleurs ont lu ces panneaux. Un regroupement important a eu lieu lors d'une discussion entre les diffuseurs et des membres et sympathisants du P«C»F. Les arguments avaient changé : ils ne niaient plus les faits mais nous reprochaient de faire trop de «publicité» autour de cette «affaire». «Attaquez la droite, mais surtout n'attaquez pas la gauche. Vous divisez les travailleurs» !!!

Quel fut l'étonnement des travailleurs présents lorsque, un flic venu nous reprocher de provoquer un attroupement gênant la circulation et nous promettant de nous vider la semaine suivante, un membre du P«C»F lui demanda de nous virer tout de suite. Des travailleurs indignés lui ont fait savoir qu'ils comprenaient maintenant qui défendaient les libertés et au service de qui travaillaient ces faux «communistes».

Des militants de l'Humanité-Rouge.

PLAN DE RELANCE BIDON ET GREVES EN ALSACE

Selon les statistiques bourgeoises, en août 75 il y avait 19 308 demandes d'emplois non satisfaites en Alsace dont 10 032 émanant de jeunes. En septembre, il y avait 22 200 demandes d'emplois non satisfaites, soit environ 4 % de la population active.

D'après la Chambre patronale des industries du Bas-Rhin : *«Les perspectives pour le 4ème trimestre 75 en ce qui concerne les effectifs et la durée de travail sont moins bonnes que pour le 3ème trimestre et des réductions interviendront dans la plupart des branches d'activité... Les offres d'emploi atteindront un niveau infime pendant le 4ème trimestre...»*

La bourgeoisie s'empêtre dans ses contradictions et *«Pour la 1ère fois, le Comité économique et social d'Alsace (CESA) a dit non à l'Etat. Il a refusé de "jouer le jeu" dans sa participation aux travaux préparatoires du 7ème plan. Parce qu'il est mécontent de la procédure, mécontent des éventuelles enveloppes, mécontent des retards en matière d'équipement. Parce que surtout il a l'impression qu'on ne tient nullement compte de ses avis, que Paris ne veut pas écouter l'Alsace. Parce que le plan de relance, en ce qui concerne les crédits affectés à l'Alsace, lui paraît dérisoire.»* («Dernières nouvelles d'Alsace» du 3 octobre).

Alors que de nombreux licenciements et réductions d'horaires ont lieu, la classe ouvrière, quant à elle, rentre en lutte de façon de plus en plus résolue.

«France Hydraulique Applications» à Molsheim : *grève avec occupation et séquestration du directeur.* Cette entreprise dont le siège est à Anconnis (Loire atlantique) fait partie du groupe Phélippeau. Elle emploie 25 travailleurs qui fabriquent des chassis pour bennes de camions (135 chassis en 1974). Le groupe Phélippeau est connu pour avoir racheté (avec Louison Bobet) Titan Coder. L'entreprise a été occupée le 7 octobre 1975 par les travailleurs, d'ailleurs non syndiqués, pour 2 raisons :

- les salaires de septembre n'avaient pas été versés,
- l'huissier était venu ce jour-là pour vendre l'outillage de l'usine.

Depuis quelque temps, les horaires avaient été réduits à 35 heures : le travail manquait depuis le rachat par Phélippeau et L. Bobet de Titan Coder qui font la même production, disent les travailleurs. La direction à Ancennis ne payait plus les factures : l'eau, le gaz, le téléphone ont alors été coupés. Devant la détermination des travailleurs, piquets de grève, etc.., l'huissier est reparti. Le 10 octobre, le directeur de l'usine de Molsheim est séquestré pour obliger le PDG Phélippeau de venir. Les salaires de septembre sont alors payés.

Cavin à Mulhbach sur Bruche : d'après les «Dernières nouvelles d'Alsace», depuis le 10 octobre, 25 à 30 des 100 ouvriers de l'entreprise qui fabrique des appareils de chauffage sont en grève. Il s'agit d'obliger la direction de négocier les classifications, sur la base de 1 800 francs minimum par mois pour 40 heures par semaine, et certaines conditions de travail.

Grève à l'usine Grundig à Creutzwald (Moselle) : D'après les «Dernières nouvelles d'Alsace», 90 % des travailleurs qui fabriquent des postes de télévision se sont mis en grève illimitée le 29 septembre 1975 pour exiger la réintagration du délégué syndical CFDT licencié pour soi-disant un motif professionnel.

ORLANE (ORLÉANS) LA LUTTE S'ORGANISE

Orlane (usine de «produits de beauté» et parfums) - 300 personnes - majorité de femmes - société contrôlée par le trust américain Morton Norwick.

Sous la pression des délégués, le PDG américain vient à l'usine vendredi 17 octobre. Pour essayer de calmer le mécontentement, il fait un discours au personnel et annonce qu'il répondra à certaines revendications dans 15 jours. Aussitôt la section CFDT appelle à la grève pour que la totalité des revendications posées depuis un an soit prise en considération : 5ème semaine de congés payés, journée continue, une augmentaion immédiate de 100 F...

La lutte s'organise : toute la journée nous bloquons les livraisons et les expéditions. Ce qui n'a pas été du goût de certains cadres. Plusieurs d'entre eux ont essayé de renverser en voiture des grévistes qui étaient rassemblés devant l'usine. Devant ces actes fascistes, les rangs des grévistes se sont resserrés. Un piquet des travailleurs de l'usine, renforcé par des militants CFDT d'Orléans, a été mis en place pour monter la garde toute la nuit et empêcher toute sortie éventuelle de matériel. Maintenant tous les grévistes essayent d'élargir leur mouvement en ralliant le personnel des bureaux encore peu touché par la mobilisation.

Les communistes marxistes-léninistes de l'usine

CONFÉRENCE DE PRESSE
D'UN PORTE-PAROLE DU FPOLISARIO A PARIS:

"La marche de Hassan: une agression caractérisée"

Alors que les préparatifs se poursuivent au Maroc pour l'organisation d'une «marche» prétendue pacifique sur le Sahara espagnol, le Bureau politique du FPOLISARIO, le mouvement de libération que s'est donné le peuple saharaoui pour en finir avec le colonialisme espagnol, vient de condamner fermement cette initiative au cours d'une conférence de presse tenue hier matin à Paris.

Son porte-parole a révélé que le FPOLISARIO venait de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU de cette question pour lui demander d'empêcher cette véritable agression :

«Le peuple saharaoui, déclare-t-il, *qui a déjà tant sacrifié pour la libération de son pays ne saurait permettre aucune agression visant une nouvelle colonisation qui prendrait le relais de la colonisation espagnole. Comme il n'a jamais cessé de le prouver, le peuple saharaoui, sous la direction du FPOLISARIO, est prêt à résister par tous les moyens à toute tentative d'agression ouverte ou déguisée contre sa patrie jusqu'au recouvrement total de son indépendance et de sa souveraineté nationale pleine et entière».*

Le FPOLISARIO lance un appel pressant aux peuples marocain et mauritanien pour qu'ils ne se laissent pas entraîner dans cette manœuvre qui peut mettre un fossé de sang entre des peuples frères. Il rend le colonialisme espagnol responsable de la défense du pays contre toute agression extérieure tant que le pays n'aura pas accédé à l'indépendance. Déjà, le peuple saharaoui tout entier se mobilise et chaque habitant est déterminé à se transformer en guérilléro en cas d'agression.

Le fait qu'il soit peu nombreux – un demi million d'habitants environ – ne nuit en rien à sa détermination et n'autorise nullement un pays plus fort à fouler au pied sa volonté affirmée d'indépendance.

Interrogé pour connaître sa réaction à l'avis de la cour de justice de la Haye se prononçant en faveur de l'organisation d'un référendum d'autodétermination, l'orateur répondait : *«Nous sommes pleinement pour. Nous n'avons pas peur de nous-mêmes. L'autodétermination n'est pas contraire aux principes de notre lutte.»*

Il devait également rappeler la ligne politique qui conduit le FPOLISARIO : la lutte contre le colonialisme espagnol, pour l'indépendance, et la mise en place d'un État *«respectant les principes de la coopération internationale et les données historiques, culturelles et sociales du Sahara ; un État où la justice à l'égard des hommes deviendra la règle d'or».*

Commentant la position de l'Algérie, le FPOLISARIO s'en félicite et affirme : *«L'Algérie a toujours eu une position claire, une politique de solidarité et de soutien de la lutte et de l'indépendance du peuple frère saharaoui, pleinement conforme à l'esprit de la Révolution algérienne.»*

A une question que nous lui avons posée, concernant l'attitude du front par rapport à l'orientation du Mouvement des non-alignés pour un nouvel ordre économique mondial, son porte-parole répondait catégoriquement : *«Une chose est déjà sûre, l'État saharaoui sera membre du Mouvement des pays non-alignés et suivra la politique de ce groupe.»*

LIBAN
SCENES DE LA VIE QUOTIDIENNE

Un homme d'une vingtaine d'années, les yeux bandés, la chemise déchirée, est escorté, à coup de crosse, dans une rue d'un quartier de Beyrouth.

La scène se passe à l'une des «entrées» du quartier contrôlé par les Phalanges (chrétiens conservateurs) de M. Pierre Gemayel. Sans doute pourrait-elle se passer ailleurs dans la capitale libanaise.

Le jeune homme, l'air terrorisé, trébuche, les bras liés derrière le dos, alors que son escorte lui prodigue coups de crosse et insultes, au milieu des rires.

Il n'avait que le tort de se trouver au mauvais endroit avec la mauvaise carte d'identité. Il traversait en effet lundi en fin de matinée un quartier chrétien. Arrêté à un barrage, les miliciens phalangistes se sont aperçus qu'il était musulman, la confession est inscrite sur les cartes d'identité libanaises. Pendant quelques heures, il a été l'un des innombrables otages pris par l'un ou l'autre des camps en présence, au cours de la journée.

Ses gardiens l'ont conduit derrière leurs sacs de sable à un carrefour disputé. De temps à autre une rafale claque ou un obus de mortier éclate sur la chaussée jonchée de douilles vides et de gravats.

Le bandeau a été retiré au prisonnier. Ses gardiens lui montrent en riant l'autre côté de la rue, une sorte d'autoroute urbaine. Un vrai champ de tir d'ailleurs surnommé à Beyrouth «le ring de la mort». «Rentre chez toi», lui disent-ils.

Plié en deux, le baluchon qu'on lui a restitué à la main, il traverse en courant. Les coups de feu claquent. Il a de la chance et arrive «de l'autre côté». Une rue banale qui s'ouvre avec quelques magasins fermés sur les dédales d'un quartier ancien.

Sans doute a-t-il beaucoup de chance. Deux heures à peine après, dans un autre quartier, des témoins ont vu une colonne d'une dizaine de personnes entrer dans les locaux du siège de la Phalange, mains croisées sur la nuque, encadrés d'hommes en treillis, fusil d'assaut à la hanche...

(Reportage AFP)

PAYS-BAS :

Les sirènes de la détente

Un croiseur lance-missiles néerlandais vient d'être désarmé récemment, en application de la décision prise par le gouvernement des Pays-bas de réduire les dépenses militaires. Ces réductions apportées aux forces armées ont provoqué les protestations des partenaires des Pays-bas au sein de l'OTAN et des forces armées néerlandaises elles-mêmes. Devant ce mécontentement le gouvernement a décidé de maintenir opérationnels temporairement 15 avions de reconnaissance de type «Neptune» qu'il avait également décidé de supprimer. Il serait bien inspiré de réfléchir au fait que l'enseignement du néerlandais fait partie de l'entraînement des troupes soviétiques en se demandant pourquoi !

▼

RFA :

Encore un espion arrêté

Le procureur fédéral de la RFA a confirmé que les services de sécurité allemands ont arrêté le 15 octobre dernier, un lieutenant-colonel de l'armée ouest-allemande soupçonné d'espionnage au profit de la RDA. Officier de liaison dans l'armée de l'Air dans une importante unité de chars, il livrait depuis 10 ans des secrets à l'Allemagne de l'Est. Un couple d'origine allemande qui vivait avec de faux papiers d'identité a été arrêté en même temps sous le même chef d'inculpation.

▼

ANGOLA :

A la veille de l'indépendance

Le haut commissaire portugais en Angola vient de rappeler la position de son pays sur les conditions de l'accès de l'Angola à l'indépendance. Il a confirmé que le Portugal n'avait pas perdu l'espoir de trouver une solution politique au conflit qui oppose depuis plusieurs mois le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) au Front national de libération de l'Angola (FNLA) et à l'UNITA. Il a révélé que le Portugal mène actuellement une *«intense activité diplomatique»* afin que ces trois mouvements arrivent à un accord avant le 11 novembre prochain. Il a souligné que son pays traitait sur le même pied d'égalité les trois mouvements de libération, rappelant à ce propos que les Nations unies et l'Organisation de l'unité africaine agissaient de même. Le haut commissaire a réaffirmé que son pays se refuserait à donner le pouvoir le 11 novembre prochain à un seul de ces mouvements et a précisé qu'il confierait éventuellement le dossier de l'Angola aux Nations unies au cas où aucun accord ne pourrait être obtenu avant l'indépendance.

▼

- LE SORT DES COLONIES FRANCAISES

La Guyana, pays d'Amérique du Sud ayant récemment accédé à l'indépendance, se préoccupe du sort de sa voisine, la Guyane française, où la France maintient et renforce sa présence coloniale. Celle-ci prévoit en effet l'établissement de 30 000 Français de la Métropole en territoire guyanais. Cette décision est essentiellement motivée par la richesse du sous-sol guyanais qui contient, notamment, de l'uranium. Réaffirmant son «opposition totale à toute forme de colonialisme»; la Guyane souhaite l'accélération du processus de décolonisation dans «tous les territoires français des Caraïbes, y compris la Guadeloupe et la Martinique». Cette question sera certainement évoquée au prochain sommet des chefs d'Etat de la Communauté Caraïbe qui se tiendra en décembre. A cette date, la Guyane française sera le seul territoire non indépendant du continent sud américain.

Pourquoi les travailleurs du livre sont-ils en lutte ?(1)

La situation dans l'imprimerie et les initiatives qu'y prend l'hégémonique Fédération française des travailleurs du livre – CGT ne peuvent nous laisser indifférents. L'imprimerie, et singulièrement l'imprimerie de presse, est un secteur stratégique sur lequel tous les ennemis du prolétariat nourrissent des ambitions : ils y voient à juste titre un atout de poids qui pourrait les aider à mener à terme leurs projets contre-révolutionnaires. De tout temps, les classes dominantes se sont servies de la presse pour modeler et manipuler l'opinion publique. L'histoire recèle de nombreux cas où la presse a effectivement joué un rôle déterminant pour contrer la lutte des masses. L'on sait par exemple qu'en août 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées soviétiques fut grandement facilitée par le fait que le responsable de la presse pour le Comité central du Parti tchécoslovaque était un agent russe. Quelques heures seulement avant cette invasion, la direction du Parti tchèque et la présidence de la République populaire avaient fait des déclarations hostiles à l'intervention russe. Elles furent bloquées par le responsable pro-soviétique à la presse qui les remplaça par une déclaration de son crû...

Aussi est-il important de faire en sorte que les ennemis de la classe ouvrière ne puissent se servir à leur guise, comme bon leur semble, de cette arme essentielle qu'est la grande presse. C'est pourquoi dans cette petite série d'articles nous essaierons d'exposer nos vues sur cette question et particulièrement sur ce que projette d'y faire, par Fédération française des travailleurs du livre – CGT interposée, la direction du faux parti communiste français.

Récemment, le 16 octobre, le Comité fédéral national de la Fédération française des travailleurs du livre – CGT (FFTL-CGT) publiait un communiqué appelant les travailleurs de la presse et du labeur à *«s'engager sans réserve dans des actions qui seront déterminées au niveau local et régional pour la période du 23 au 30 octobre.»* Ce communiqué précisait que par ces actions, la FFTL-CGT entend *«contraindre les pouvoirs publics et le patronat du Livre à entamer les discussions qui s'imposent pour que soient revus les problèmes du pouvoir d'achat, d'emploi, etc.»* (voir *le Monde* du 18 octobre 1975).

Précédemment, le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, et le secrétaire général de la FFTL-CGT, Jacques Piot, avaient écrit au Premier ministre pour lui proposer une négociation tri-partite Etat-patronat-syndicat dans le but d'examiner ensemble la situation et l'avenir de l'imprimerie en France.

Cette lettre adressée à Chirac évoque *«les conflits qui se multiplient et la tension qui ne cesse de monter»* dans l'imprimerie, ainsi que les licenciements dans la presse, les «difficultés» de *France-Soir*, les *«menaces qui se précisent au Figaro et à l'Equipe»*, la situation au *Parisien Libéré* où le patron, Amaury, reste sur ses positions initiales – licenciement de 232 ouvriers des imprimeries de la rue d'Enghien et de la rue des Petites écuries et embauche des «jaunes» aux deux imprimeries de Chartres et de St-Ouen. C'est pour examiner ces problèmes que Séguy et Piot proposent des négociations sur deux points : la presse et l'imprimerie de labeur.

Mais avant d'en venir là, disons quelques mots de la situation de l'imprimerie et de la façon dont la crise capitaliste sévit dans ce secteur.

* * *

Deux chiffres suffisent à montrer ce qu'il en est de l'imprimerie en France. En cinq ans, plus de dix mille emplois ont été supprimés dans les imprimeries françaises. Et au cours de la seule année dernière, les fermetures d'ateliers ont provoqué le licenciement de quelque trois mille ouvriers.

LA BOURGEOISIE A LA RECHERCHE D'UNE «SOLUTION»

Face à la crise capitaliste qui – on le voit – n'épargne pas l'imprimerie, la bourgeoisie monopoliste française cherche des «solutions» propres à ce secteur.

Décidée et amorcée dans le cadre du VIe plan, la restructuration de l'imprimerie doit se poursuivre au cours du VIIe plan. C'est l'ex-député Jean-Philippe Lecat qui a été chargé par le gouvernement d'étudier dans quel sens l'Etat capitaliste devra intervenir pour redresser la situation dans l'imprimerie française et pour qu'elle soit capable d'affronter ses concurrentes européennes.

Le rapport Lecat n'a étudié que la situation de l'imprimerie de labeur qui emploie près de 120 000 travailleurs. Mais, dans l'esprit de la bourgeoisie, ses conclusions doivent sans aucun doute s'appliquer également à l'imprimerie de presse qui compte 55 000 travailleurs.

Le plan que présente J.-Ph. Lecat ne consiste qu'à accentuer toujours plus et généraliser la tendance actuelle au regroupement des entreprises, à la concentration du capital qui, dans l'optique des capitalistes, doivent faciliter les investissements et ainsi permettre la modernisation des procédés d'imprimerie. Pour les travailleurs, ce plan se manifestera à la fois par une importante intensification du travail et par une réduction considérable des effectifs.

LE PLAN LECAT : UN VASTE PLAN DE LICENCIEMENT

Du rapport présenté par J.-Ph. Lecat ressortent quatre grands points sensés permettre le dénouement des problèmes qui assaillent l'imprimerie.

LA CONCENTRATION. C'est bien là ce qui caractérise ce stade particulier de développement du capitalisme qu'on appelle le capitalisme monopoliste d'Etat, où l'on voit quotidiennement le capital se concentrer en un nombre toujours plus restreint de mains. Ce processus s'accélère en période de crise. Le porte-parole des monopolistes, Lecat, voit bien dans la concentration du capital l'une des clefs du problème.

LA REDUCTION DES EFFECTIFS. Qui dit restructuration d'une entreprise capitaliste, dit démantèlement, suppression de postes et licenciements massifs de travailleurs. Il n'en va pas autrement quand il s'agit d'un secteur entier de l'économie capitaliste. C'est ainsi que Lecat prévoit que d'ici 1980, quinze à vingt mille travailleurs de l'imprimerie devront être licenciés.

LA DECENTRALISATION. La disparité des salaires entre Paris et la province, pour un même travail et à qualification égale, est un phénomène bien connu. Lecat ne l'a pas oublié, et son rapport souligne qu'en province les salaires sont bas et que de surcroît la durée du travail peut être rallongée plus facilement en province que dans la région parisienne. Les patrons font feu de tout bois...

LA MODERNISATION. Pour mettre un terme à l'archaïsme de certaines installations et de certains procédés d'imprimerie qui empêchait les imprimeries capitalistes françaises d'être concurrentielles par rapport aux entreprises italiennes, allemandes, belges, etc., Lecat a décidé de favoriser la modernisation. Son plan indique que des primes seront accordées aux entreprises qui procèderont à la modernisation à condition qu'elle s'accompagne d'une augmentation de la productivité et donc... d'une diminution des effectifs.

LES TRAVAILLEURS DIRONT NON AU CHOMAGE, NON A L'AGGRAVATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Ainsi ce qui ressort clairement de ce rapport Lecat, c'est que la bourgeoisie monopoliste veut faire payer aux travailleurs de l'imprimerie les frais de la crise qui secoue ce secteur de son économie. Pour les ouvriers la signification du plan de restructuration de l'imprimerie proposé par Lecat tient en trois mots : licenciements collectifs, déqualification, intensification du travail.

Lecat veut jeter à la rue 15 à 20 000 travailleurs. Mais un grand nombre d'autres ouvriers perdant leurs postes seront mutés d'office à tel ou tel autre, ces mutations s'accompagnant comme toujours de baisses de salaires et de dégradations des conditions de travail. En outre, la modernisation du matériel (photocomposition, procédé offset) permettra au patron d'employer des ouvriers sans qualification particulière. En attendant d'y revenir dans un prochain article, signalons par exemple qu'il est prévu que les ouvriers qualifiés, conducteurs de machines, seront remplacés par des O.S.1, les réglages étant effectués par un ouvrier qualifié chargé de plusieurs machines. Enfin, conséquence des licenciements et de la modernisation : l'intensification du travail.

En définitive, ce plan imaginé par la bourgeoisie monopoliste et présenté par Lecat ne vise qu'à aggraver toujours plus les conditions de vie et de travail des ouvriers du Livre. C'est pourquoi leur lutte contre ce nouveau projet d'exploitation capitaliste est massive. Que le sieur Lecat n'espère pas tromper les travailleurs et les démobiliser avec son plan de restructuration en leur faisant miroiter une prétendue «fin du tunnel» dans l'imprimerie. Sinon il courra à de cinglantes désillusions !

THEATRE

«LA VERIDIQUE HISTOIRE DE AH Q»

LOU SIN

Le Théâtre de l'Aquarium présente ci-dessous qui est Lou-sin, le thème de ce feuilleton, et comment ils l'ont transformé en parabole.

Né en 1881, mort en 1936, Luxun (Lou-sin) est le fondateur de la littérature chinoise moderne et le plus grand de ses écrivains. Après *le Journal d'un fou* (1918), une extraordinaire satire de son temps et de l'exploitation de classe en général, *La Véridique Histoire de Ah Q* (1921) reprend un des thèmes constants de toute son œuvre : le pouvoir d'oppression de l'idéologie. Le «Ah Quisme», c'est la méthode la plus extraordinaire qu'on n'ait jamais inventée pour tout encaisser sans se révolter, pour ne pas recevoir l'éducation de la misère, pour finir au poteau, après s'être voulu «révolutionnaire», sous l'écriteau de «voleur», floué jusque dans sa mort... Quoique Luxun ne soit pas encore un marxiste à l'époque (il ne commence à lire les livres «rouges» qu'en 1927 après la trahison du Kuomintang) ce qu'il démontre, dans cette brève chronique d'un pauvre type victime d'une «révolution» qu'il n'a même pas osé rêver et qui se résumera pour lui à l'ivresse de quelques heures, c'est que la misère idéologique est plus grave que la misère physique parce qu'elle en garantit la reproduction. C'est elle le danger. Ah Q est «un insecte», mais la faute en est à ceux qui le maintiennent dans son abjection pour se conserver le pouvoir, interdisant entre lui et ses semblables, par les poisons de leur morale pourrie, l'ombre d'une ombre de solidarité fraternelle. L'idéologie que dénonce Luxun, c'est l'idéologie confucéenne, c'est-à-dire l'idéologie réactionnaire typique. En quoi elle est de tous les temps et de tous les pays, comme justement la lamentable mais trop véridique histoire de Ah Q : c'est l'histoire d'une révolution manquée, récupérée, pourrie par le dedans avant d'avoir commencé, parce que le pouvoir possède toujours l'art d'opprimer par les idées et qu'il en sera toujours ainsi tant que les Ah Q ne sortiront pas de leur docilité millénaire pour se «permettre de faire la révolution.

☆

Cette histoire se passait en Chine, il y a comme très longtemps, en 1911, dans une Chine qui n'existe plus, au point qu'elle en devient imaginaire.

Dans cette Chine imaginaire, des exploiteurs (même petits et mesquins) exploitaient des exploités (même petits et mesquins). C'est une vieille histoire : un sans-nom, un sans-grade, un sans-fric, un sans-travail, un sans-femme, existait en ce temps-là en Chine, avec des millions d'autres. Il survivait grâce à ses bras de journalier qu'il louait à l'occasion à la famille Tchao, mais surtout grâce à sa tête. Il y avait dans sa tête des tas de choses : des tabous, des principes, des bienséances et des ordres formels, tous signés Tchao, mais aussi une manière très particulière de transformer ses défaites en victoires, de sourire au lieu de se révolter... Il y avait dans sa tête tout ce qu'il faut pour qu'il baisse la tête.

☆

Notre chemin avec «Ah Q»

Bernard Chartreux et Jena Jourdheuil ont transformé le feuilleton de Lou-sin en parabole, parole qui se tient à distance, à distance de la Chine de 1911, à distance de la France de 1975, nous parlant de l'une et de l'autre.

Nous ne nous enfermerons pas dans la reconstitution archéologique d'une Chine exotique qui ne nous dirait rien. La Chine vers laquelle nous partons nous parle de nous, en nous. Les matériaux de ce jeu de construction sont éparpillés, dans les œuvres de Mao Tsé-toung, Kuo Mo-jo, Hyan Suyin, Tchou Teh, Olga Lang, Edgar Snow et de nombreuses autres lectures à côté de Lou-sin. Cette réalité broyée, nous la pétrissons d'imaginaire. Notre imagination se fait Chine : elle se fraie son chemin à travers l'espace et le temps chinois, comme à travers l'eau, le feu ou l'air. (...)

«La véridique histoire d'Ah Q» n'a aucune prétention à l'universalité. Nous raconterons la révolution de 1911 à travers le village de Weitchouang, comme nous avions raconté la révolution de 1848 à travers le village de Chavignolles (La République des honnêtes gens d'après Bouvard et Pécuchet 1969.)

Mais Weitchouang n'est pas un village précis, c'est le «non-village», le village de n'importe où en Chine, c'est une image raccourcie de la Chine qui la présente tout entière, un peu comme ces villages des westerns sont, à eux seuls, toute la conquête de l'Ouest.

Le Théâtre de l'Aquarium

**Du 4 novembre à fin décembre, à la Cartoucherie de Vincennes – route de la Pyramide (métro Château de Vincennes) – Prix des places : individuels : 20 F – collectivités : 15 F.*
Location : tel. 808 99 61

COMMENT LE SPORT PEUT SOUTENIR LES LUTTES DES TRAVAILLEURS

Les ouvriers et ouvrières de la SAMTI, à Château-Gontier dans la Mayenne, occupent toujours leur usine pour s'opposer aux licenciements et à la fermeture de l'entreprise (voir HR No 341). Aidés par leur comité de soutien, ils organisent diverses manifestations pour obtenir un soutien financier. Dimanche 19 octobre, plusieurs équipes de football de la région ont pris l'initiative d'organiser plusieurs matches au profit des travailleurs de la SAMTI. La semaine précédente, ce sont les basketteurs qui organisaient une rencontre de soutien.

Une fois de plus, le sport n'a pas servi à masquer les réalités de ce monde. Ces exemples nous montrent que le sport n'est pas au-dessus de la politique, de l'oppression, et des luttes du peuple.

Correspondant H.R.

LENINE EN OCTOBRE 1917

Résumé : Lénine consulte la presse. Il fait une grave découverte dans la «Vie nouvelle», journal des mencheviks.

67) Lénine fait quelques pas autour de la table et retenant sa profonde indignation, il prend une décision énergique : «Faisons l'insurrection avant la date prévue.» Lénine ordonne à Vassili d'informer immédiatement Staline et Sverdlov, et de leur dire qu'il veut les voir tout de suite.

68) Après la départ de Vassili, Lénine écrit une «Lettre aux membres du Parti bolchevik» dans laquelle il a exposé à tout le parti et à tout le peuple révolutionnaire du pays les agissements de trahison de Kaméniev et de Zinoviev.

69) La lettre de Lénine aux membres du Parti bolchevik a été publiée dans le journal «La voix des ouvriers» et diffusée aux quatre points cardinaux. A l'usine, les ouvriers lisent : «Se taire devant cet acte incroyable de briseurs de grève serait un crime. Plus une question pratique est grave, plus les hommes qui agissent en briseurs de grève occupent une position responsable et «en vue», et plus leur action est dangereuse, plus il faut rejeter résolument ces briseurs de grève...»

70) Sur le cuirassé «Aurore», les marins de la flotte de la mer Baltique lisent la lettre de Lénine : «Après la décision prise par le Comité central, contester devant les Rodzianko et les Kérenski, dans un journal étranger au parti, une décision non publiée, peut-on imaginer pire conduite de briseurs de grève, de traîtres ? » «Je lutterai de toutes mes forces, au Comité central comme au congrès, pour leur exclusion du parti.»

A suivre

17 OCTOBRE :

Fête enthousiaste de l'immigration algérienne

Vendredi dernier 17 octobre, l'émigration algérienne en France rendait hommage aux chouhadas martyrs algériens tombés au champ d'honneur pour l'indépendance de leur pays au cœur même de la métropole colonialiste. C'est une foule nombreuse qui se pressait samedi soir, salle Jean Vilar à Argenteuil, à la réunion organisée par l'AAE (Amicale des Algériens en Europe), sous la présidence de M. Abdelkrim Gheraïeb.

Un ouvrier algérien sur cinq est sans travail

Un responsable régional de l'Amicale prenait d'entrée la parole pour rappeler le contexte actuel de l'émigraton. La crise capitaliste, dit-il, et le chômage, s'ils touchent l'ensemble des travailleurs, atteignent en premier lieu les immigrés. Aujourd'hui, un ouvrier algérien sur cinq est sans travail. Le bâtiment, qui utilise 44 % de main d'œuvre immigrée, est un des secteurs les plus touchés. *«Les Algériens sont les derniers embauchés et les premiers licenciés»*, a-t-il déclaré très justement. Ils n'ont même pas droit à l'indemnité de chômage. Rappelant que 50 % des émigrés algériens vivaient dans des logements insalubres, l'Amicale assure de son total soutien les travailleurs qui font une juste grève des loyers actuellement dans les foyers Sonacotra de la région. Il condamne aussi les procédures judiciaires engagées contre certains résidents algériens par la direction de ces foyers. Condamnant l'exploitation capitaliste, l'Amicale insiste particullèrement sur le racisme pour stigmatiser toutes ses manifestations, ainsi que la lenteur et l'indulgence de la justice vis-à-vis des assassins racistes (comme l'a montré récemment l'affaire Diab). Soulignant le peu de résultat de la *«loi antiraciste»*, le responsable de l'Amicale réclama instamment la sécurité et la dignité des Algériens résidant en France, qui devraient être garanties par les autorités du pays d'accueil. En remerciant les organisations progressistes, l'Amicale appela nettement à *«une action plus soutenue que dans le passé»* contre le racisme.

Invité à prendre la parole, un syndicaliste CFDT expliqua le sens du mot d'ordre : *«Même patron, même combat»* contre l'exploitation commune des travailleurs français et immigrés. Il rappela à juste titre l'origine de l'émigration : le système colonial, exclusivement préoccupé par le pillage des matières premières, et n'installant volontairement aucune industrie. Dénonçant violemment le racisme, la CFDT insista sur l'unité à la base dans l'action revendicative, pour renforcer l'unité de toute la classe ouvrière. Soulignant que la montée du racisme, avec l'aggravation de la crise, allait de pair avec la montée du fascisme, le syndicaliste CFDT attaqua le gouvernement dont la seule préoccupation est l'encadrement et la répression des travailleurs en lutte. Après avoir rappelé les revendications de son syndicat, il invita les travailleurs à s'unir face au patronat et à l'impérialisme. Cette excellente intervention fut chaleureusement applaudie par les travailleurs présents.

M. Gheraïeb : «Le racisme, c'est le fascisme»

Puis M. Gheraïeb, président de l'AAE, soulignait que nous étions arrivés en France à un sommet de l'escalade raciste anti-algérienne. Après de multiples prétextes (pétrole, emploi, etc.), voilà que l'on ressort les harkis. *«Les harkis se sont terrés dans leur trou depuis 13 ans*, dit M. Gheraïeb, *et voici qu'ils se réveillent soudain. A l'évidence, on les a aidés. Les responsables sont toujours les mêmes, qui s'opposent en permanence à la coopération algéro-française, et n'ont jamais admis l'indépendance de l'Algérie. Le racisme, c'est le fascisme ! Pourtant les harkis ont choisi deux fois : la première en prenant les armes contre leurs frères, la seconde en prenant la nationalité française. C'est donc uniquement un problème français. Quant aux enfants de harkis, n'étant pas considérés comme responsables des forfaits de leurs parents, l'Algérie est prête à les accueillir.»* M. Gheraïeb a aussi souligné qu'aujourd'hui, toutes les structures de l'Amicale étaient orientées vers le retour des émigrés et leur réinsertion au pays, ce qui est le reflet des efforts d'indépendance et de prospérité de l'Algérie.

Le secrétaire national de l'UGTA (syndicat algérien) devait ensuite apporter le salut fraternel de tous les travailleurs algériens à leurs frères émigrés. Il expliqua les objectifs révolutionnaires du pays : bataille contre le sous-développement, augmentation du rôle des travailleurs dans la gestion économique. Rappelant la direction révolutionnaire du FLN, il soulignait le rôle militant de la jeunesse et la mobilisation populaire pour écrire la nouvelle charte socialiste et anti-impérialiste devant résumer les objectifs du peuple algérien. *«Les travailleurs du monde poursuivent le même but. Constituons un front anti-impérialiste pour un nouvel ordre économique mondial, contre le racisme, pour l'indépendance et le droit des peuples contre le chantage impérialiste. Vive l'unité internationale des travailleurs»*, devait-il conclure.

Pour terminer la soirée, un montage en diaporama était projeté. Il expliquait la longue histoire héroïque et révolutionnaire du peuple algérien, de la préhistoire à nos jours, *«rétablissant une vérité historique trop souvent falsifiée de nos jours»* devait déclarer le présentateur. Nul doute que certains partis de *«gauche»*, tout autant que la droite traditionnelle, pourraient se sentir concernés !

Ce meeting militant a contribué à renforcer l'unité des travailleurs français et immigrés contre l'exploitation capitaliste commune, et le front uni mondial contre l'impérialisme et tous les obstacles à la liberté et à l'indépendance des peuples.

Une délégation de l'Humanité-Rouge était présente à la réunion.

Correspondant HR.

LE CONSEIL DE L'ORDRE DES MEDECINS EN ACCUSATION A RENNES

Une plainte a été déposée devant le conseil régional de l'ordre des Médecins de Bretagne, à l'encontre de 3 médecins, Dominique Chevet, Bernard Le Marec, Guy Caro. Tous 3 exercent la médecine en tant que salariés.

S'ils passent en procès, c'est parce qu'ils ont refusé de payer la cotisation obligatoire à l'Ordre. Rappelons qu'ainsi cette organisation dispose de plus de 2 milliards d'AF par an.

En outre, ils ont signé le manifeste du Groupe information santé (GIS) demandant la suppression du Conseil de l'Ordre et font ainsi partie des 50 médecins d'Ille et Vilaine signataires.

Ils sont aussi membres de l'Association pour une médecine au service de la population de l'Ouest (AMSPO).

Cette association n'hésite pas à dénoncer le Conseil de l'Ordre comme *«une organisation rétrograde de la médecine»*, *«visant à maintenir les privilèges»* du corps médical au détriment de la population, *«défenseur exclusif de la médecine dite "libérale"»*, *«silencieux devant le pouvoir des trusts pharmaceutiques»*, et qui *«prétend imposer à l'ensemble des médecins des conceptions idéologiques pour le moins réactionnaires»*.

L'Ordre est donc un organisme créé par l'Etat bourgeois (Pétain est à son initiative) pour surveiller les médecins, pour que ceux-ci servent fidèlement la médecine de classe et de profit.

L'AMSPO rappelle ainsi deux exemples récents particulièrement significatifs qui montrent le rôle réactionnaire du Conseil de l'Ordre au service de l'Etat et du patronat.

Il s'est violemment opposé à la libéralisation de l'avortement, n'hésitant pas à sanctionner les médecins qui en pratiquaient avant la loi.

Il a cautionné un contrôle médical des arrêts de travail pour faire pression sur les médecins qui estiment que bien souvent ce sont les conditions de travail, elles-mêmes, les causes de la maladie.

C'est pourquoi dimanche 19 octobre, à l'appel de l'AMSPO, soutenue entre autres par la CFDT, l'Association populaire familiale et le Comité d'action de médecine, une manifestation a rassemblé près de 300 personnes dont au moins 50 médecins, bien décidés à empêcher la tenue de ce procès.

Le Conseil de l'Ordre, selon sa procédure habituelle, voulait faire ce procès à huis clos de façon à condamner les médecins sans que l'affaire s'ébruite devant la population. Les manifestants ont répondu en occupant le siège du Conseil de l'Ordre où devait se dérouler le procès montrant ainsi que la santé c'est l'affaire de tous les travailleurs et qu'ils sont de moins en moins disposés à laisser celle-ci dans la seule main des réactionnaires du Conseil de l'Ordre.

Le procès des 3 médecins progressistes devint alors celui de l'ordre fasciste des médecins.

Mais c'est ce que ne pouvait tolérer la bourgeoisie, et, en effet, après les flics en civil, arrivèrent police en tenue et gardes mobiles. Ils tentèrent de couper les manifestants qui étaient dans la rue de ceux qui occupaient les locaux. Ils évacuèrent la cour, refoulant brutalement les manifestants et leurs enfants. Un de leur procédé, outre des coups, est révélateur : ils piquaient avec des épingles les mains de ceux qui s'accrochaient à la grille pour les faire lâcher...

Aujourd'hui, de plus en plus, lorsque des cadres de la société bourgeoise, tels les juges Pascal ou de Charette ou ces 3 médecins refusent de jouer le rôle qu'on leur assigne et veulent se placer aux côtés des travailleurs, c'est : procès, violences policières, pressions, etc.

Cette journée a été une victoire car le procès n'a pas pu se tenir. La mobilisation contre l'ordre des Médecins et pour une médecine au service des travailleurs doit persister et se développer.

Correspondant HR.

Les lecteurs ont la parole

Attention aux injures

Nous enregistrons avec intérêt cette lettre envoyée par un lecteur. Nous approuvons sa critique et transmettons immédiatement à nos correspondants ces remarques pleines d'enseignements.

Lecteur depuis fort longtemps de l'Humanité rouge, je vous écris pour vous mettre en garde. Dans le premier numéro placé en kiosque en date du 21 octobre, j'ai lu avec le plus grand intérêt la relation du congrès de l'Union intersyndicale CFDT réuni à Montpellier les 10 et 11 octobre.

Je vous dis tout de suite mon plein accord pour que la CFDT ne soit jamais à la remorque de la CGT, mais mon désaccord pour qu'elle adopte une attitude d'opposition sectaire systématique à toute unité d'action avec la confédération dirigée par les révisionnistes. Il ne faut pas confondre en effet la masse des militants et les membres du P«C»F qui essaient de les manipuler. Il y a des circonstances où l'unité d'action s'impose, et peut être imposée par les militants de base CFDT et CGT aux dirigeants, dans les conditions voulues par les travailleurs. Voyez donc le cas de la section syndicale Lozai-Babcok à Vitrolles. Ne sont-ils pas des CGT ?

Ceci m'amène à condamner votre correspondant local, qui recourt à l'injure pour qualifier des militants CFDT qui suivent la CGT au lieu de tout faire avec patience et persévérance pour les éclairer. Il ne démontre rien et n'est absolument pas convaincant lorsqu'il parle *«d'une poignée de dirigeants corrompus»* et quand il nomme des responsables CFDT pour proclamer *«qu'ils viennent de creuser la tombe où les travailleurs et tous les syndicalistes de la CFDT les enterreront»*. Ce sont là des phrases simplement injurieuses, mais qui ne peuvent que faire le jeu des révisionnistes en poussant encore un peu plus les militants CFDT injuriés dans leurs bras. Or, dans le cas particulier, il ne peut pas être vrai que les 32 suffrages qui se sont opposés à 25 de ceux dénonçant le révisionnisme sont ceux de personnes irrémédiablement acquises à la pratique d'une unité d'action plaçant la CFDT à la remorque de la CGT.

Camarades, vous ne convaincrez personne avec des injures !

Recourez donc à des arguments, et notre juste ligne triomphera beaucoup plus vite que vous ne le supposez !

Un lecteur
adhérent de la CFDT.

CONNAISSEZ-VOUS

LA CHINE

Ne pas manquer de passer à la librairie «les Herbes sauvages» où sont exposées des dizaines d'affiches chinoises récentes (dont l'affiche ci-dessus est un exemple), de grande qualité politique et artistique. (De 10 h à 19 h 30 - entrée libre).

Note de l'administration

Plusieurs notes des camarades de l'administration :

Ne réglez pas les journaux en liquide.

Certains lecteurs et amis règlent les journaux ou envoient des sommes de souscription dans des lettres ; or cet argent peut être confisqué par l'administration des PTT car il n'est pas réglementaire de mettre des billets dans des lettres. Envoyez des mandats pour nous régler.

Quand vous nous écrivez ou vous nous réglez, *indiquez sur l'enveloppe*, le mandat et le chèque, *«Humanité-Rouge» en toutes lettres* et non «HR» ou «Humanité-Rouge - la Faucille», sinon l'enveloppe n'arrive pas ou le chèque ne peut être perçu.

PROLETARIAT

SOMMAIRE du No 11 (4e trimestre 1975) :

— Rectifions nos erreurs (Henri JOUR) — A propos d'un article d'Alain Badiou : Comment mieux combattre le revisionnisme dans les entreprises ? (Gaston LESPOIR) — Cinq mois de grève chez Badin-Toulouse — Le mouvement révolutionnaire paysan va de l'avant (Lucien NOUVEAU) — Chine 75 : la révolution dans l'enseignement — L'impérialisme, la Bretagne et la Révolution prolétarienne (Document de Sklerigen) — Notes de lectures.

Distribution commerciale assurée par E-100 — 24, rue Philippe-de-Girard Paris (10e) — l'exemplaire : 10 F

TELEVISION :
A NE PAS MANQUER
«TRIBUNE LIBRE»
3ème chaîne
LES MARXISTES-LENINISTES VOUS PARLENT...
LUNDI 10 NOVEMBRE
A 19 h 40

□

AMIS LECTEURS !

POUR FACILITER LE REGLAGE DE NOS FOURNITURES D'EXEMPLAIRES EN KIOSQUES, EFFORCEZ-VOUS D'ACHETER NOTRE QUOTIDIEN LE PLUS SOUVENT POSSIBLE **AU MEME ENDROIT.**

MERCI !

□

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : . . . . . PRENOM : . . . . . .
AGE : . . . . . PROFESSION : . . . . . .
ADRESSE : . . . . . .
. . . . . .

SIGNATURE :

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	□ 32 F	□ 60 F
3 mois	□ 95 F	□ 180 F
6 mois	□ 190 F	□ 360 F
Soutien	□ 300 F	□ 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

Corses, Bretons, Occitans
REPRESSION TOUS AZIMUTS

Une série d'interrogatoires et de perquisitions ont été déclenchés dans la région de Carcassonne par la police judiciaire le 21 octobre. Au petit matin, à l'heure du laitier, des inspecteurs de la PJ ont fait des «descentes» chez plusieurs militants ou personnalités du mouvement occitan. C'est ainsi que le chanteur populaire Claude Marti, Fabre, le fondateur du journal l'«Echo des Corbières», l'écrivain Michel Lebris et un agriculteur, Gérard Bobilier, ont subi un interrogatoire de douze heures dont on ne connaît pas pour l'instant la teneur.

Après le maintien en détention de militants corses et l'arrestation de 30 militants bretons, il est donc désormais clair que le gouvernement, par delà ses promesses démagogiques sur «le développement des régions», a décidé de frapper à tour de bras en mobilisant à cette occasion le tribunal d'exception qu'est la cour de sûreté de l'Etat.

La démagogie et la répression qui sont les deux faces d'une même politique traduisent une même inquiétude : celle de voir, comme ce fut le cas en Corse voici quelques semaines, la population tout entière se dresser aux côtés de mouvements apparemment minoritaires, mais qui reflètent certaines aspirations profondes du peuple. Car les mouvements bretons, corses et occitans ne sont pas nés du hasard. Ce n'est pas un hasard si ces mouvements ont connu une vigueur depuis Mai 1968. Ils constituent le reflet de plusieurs révoltes: révoltes des petits et moyens agriculteurs condamnés à lutter pour la survie, exploités jusqu'à la moëlle par les banques, et finalement chassés de leurs terres. Révoltes des employés et intellectuels condamnés au chômage, à la misère, ou alors dans le meilleur des cas obligés de «monter» à Paris comme c'est le cas pour les travailleurs des PTT ou pour les enseignants. Révolte des ouvriers devant le chômage encore plus important dans ces régions parce qu'elles sont peu intéressantes pour les profits capitalistes.

Comment s'étonner que le sentiment d'une identité corse, bretonne et même languedocienne se développe en même temps que la certitude d'être des laissés-pour-compte. La crise capitaliste est plus flagrante dans ces régions qu'ailleurs avec leurs villages qui meurent, leurs campagnes qui se vident, leurs fermes transformées en résidences secondaires de citadins aisés de France, d'Allemagne, de Hollande, d'Angleterre, du Danemark...

Et comment s'étonner que la révolte de la paysannerie, des intellectuels et des couches moyennes s'exprime sous la forme de luttes limités, parcellaires et imprégnées d'illusions réformistes : le parti de la classe ouvrière qui aurait dû unir les aspirations et les luttes de toutes les couches sociales victimes du capitalisme autour des objectifs révolutionnaires de la classe ouvrière de la France tout entière, a depuis longtemps abandonné la voie du renversement de l'État et de l'ordre bourgeois.

C'est pourquoi, sans approuver le contenu des revendications autonomistes ou régionalistes, nous, marxistes-léninistes, nous soutenons nombre d'aspirations des mouvements corse, breton et occitan et surtout nous les soutenons face à la répression capitaliste.

CONFERENCE DE PRESSE A PARIS DE MAX SIMEONI

Max Simeoni, ancien secrétaire général de l'ex-ARC, et frère d'Edmond Simeoni, le leader autonomiste emprisonné à Fresnes, a exposé, au cours d'une conférence de presse mardi, son point de vue sur la situation en Corse, deux mois après le drame d'Aleria.

«**Aleria**, *a affirmé l'ancien secrétaire général de l'ex-mouvement autonomiste,* **n'est pas un accident, c'est un crime d'Etat.**» *Il* «**s'agissait pour le pouvoir, à Aleria, de se débarrasser une fois pour toutes d'une contestation corse et autonomiste, même au prix du sang. En définitive,** *a ajouté M. Simeoni,* **les victimes ont été sacrifiées pour pérenniser l'escroquerie et la corruption financière.**»

Nouvelle bataille pour le juge Pascal

C'est aujourd'hui que le juge Pascal comparait devant la cour d'appel de Rennes, cette fois-ci de l'autre côté de la barre, en tant que prévenu. Il est l'objet d'une poursuite judiciaire intentée sur plainte de Me Leroy, le notaire de Bruay-en-Artois, soupçonné du meurtre de la jeune Brigitte Dewevre. Que lui est-il reproché ? D'avoir, au cours d'une vigoureuse campagne dénonçant les étranges complaisances de la justice envers les gros bonnets de l'industrie locale, violé le sacro-saint «secret de l'Instruction». Celui-ci interdit à un juge qui mène une enquête sur une affaire criminelle, d'en faire état publiquement. Le juge Pascal ne s'était pas embarrassé de cette règle pour dénoncer au grand jour un certain nombre d'irrégularités commises dans cette affaire. Il risque pour cela la condamnation à une peine de un à six mois de prison et une amende de 500 à 3 000 francs.

A plusieurs reprises déjà, le juge Pascal a fait parler de lui en s'élevant courageusement contre les décisions d'une justice de classe qui frappe les pauvres et épargne les riches. Sa dernière «incartade» remonte au procès jugeant des responsabilités dans la mort d'une quarantaine de mineurs tués à Liévin. Son obstination à affirmer que ce n'était pas le grisou qui était coupable mais bien les criminelles négligences de la direction de la mine, responsable de la sécurité, lui avait valu d'être dessaisi du dossier confié à un juge plus «compréhensif» pour les intérêts du patronat.

Mais le juge Pascal ne désarme pas pour autant et n'entend pas se taire à cette occasion. «*Dans cette affaire, mon affaire, je dirai tout*» a-t-il déclaré. Il est donc évident que la règle du «secret de l'Instruction» qui permet de couvrir beaucoup d'irrégularités et de complaisance, va se retrouver au centre du débat.

Après la récente affaire qui a mis en évidence les grossières injustices dans l'application de la détention préventive, celle du juge Pascal mettra l'accent sur un nouvel aspect de cette justice qui traite si différemment les industriels et les travailleurs immigrés.

L'URSS PRETEND CONTROLER LA TELEVISION FRANCAISE

Dans une lettre adressée à Marcel Jullian, président d'Antenne 2, Ender Mamiedov, premier vice-président du Comité d'Etat pour la télévision et la radio soviétique, a exprimé publiquement la grogne de Moscou devant la séquence intitulée «Vivre à Moscou» de la dernière émission «C'est-à-dire». D'après Mamiedov, «les organisateurs de cette émission ont défiguré le reportage réalisé dans notre pays sûr les femmes soviétiques en diffusant des interventions antisoviétiques. Tout cela met en doute la sincérité des assurances données par les dirigeants d'Antenne 2 sur leur désir de coopérer avec la télévision soviétique dans l'esprit des décisions prises à Helsinki.»

Au cours de la séquence incriminée on avait vu la vice-présidente de l'Association France-URSS, membre du P«C» soviétique et professeur de faculté, réciter avec platitude et suffisance sa leçon sur le bonheur d'être femme dans l'URSS d'aujourd'hui. A la question de savoir si elle approuvait le fait que les femmes des intellectuels contestataires, tels le physicien Sakharov ou l'écrivain Amal ric, soient bannies de Moscou avec leur mari, elle s'était étonnée bruyamment «*qui étaient ces gens ? elle n'en avait jamais entendu parler. Ah ! oui ! Sakkarov, peut-être... il avait été un bon physicien autrefois... Mais s'il fait de l'antisoviétisme, il n'y a pas de place pour lui en URSS*» **avait conclu la bonne dame dans une vertueuse indignation. En fait, si quelqu'un a fait de l'antisoviétisme ce soir-là à la télévision française, c'est bien elle par la vision repoussante qu'elle a donnée de la nouvelle bourgeoisie russe et de sa grossière propagande !**

Et cela ne donne en tout cas aucun droit aux dirigeants soviétiques de prétendre dicter les programmes de la télévision française.

▼

SAHARA ESPAGNOL ACCORD OU CONFRONTATION

L'incertitude plane encore sur l'intention affichée par le souverain marocain d'organiser un déplacement massif de la population en direction du Sahara espagnol. Des deux côtés de la frontière, on annonce que des mines ont été placées, rendant fort dangereux le passage des rares voies d'accès naturelles entre les deux pays. Un premier contingent de 20 000 personnes serait déjà en route vers la frontière.

Pourtant un accord n'est pas exclu entre l'Espagne — qui, jusqu'à l'indépendance effective de son ancienne colonie, demeure responsable de la défense de ce territoire contre toute agression — et le gouvernement marocain qui revendique l'annexion du Sahara espagnol.

Dans la journée de mardi, des négociations bilatérales se sont engagées à Rabat entre représentants des deux gouvernements, constituant une ultime démarche pour tenter de dissuader le roi Hassan II de cette entreprise qui ne pourrait conduire qu'à un affrontement sanglant entre deux peuples frères.

De son côté l'Algérie a fait publiquement connaître son accord avec la position de l'ONU et de la cour internationale de justice de la Haye prévoyant un referendum d'autodétermination pour la population de cette région.

(Voir en page 3 la position du FPOLISARIO, mouvement luttant pour l'indépendance du Sahara espagnol.)

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 4è trimestre 1975